

# Nous ouvrons le dossier de la grève Renault

## Lefaucieux et le cartel des syndicats contre la classe ouvrière

Nos camarades du Groupe Renault font ici un historique des grèves des ateliers de l'usine Renault. La trahison des syndicats est flagrante alors qu'une extension du mouvement était possible dans toute l'usine et que la combativité des ouvriers était évidente.

APRÈS la grève des fonderies, après la grève du département 58, les ouvriers du 74 ont débrayé pour protester contre les cadences de plus en plus rapides que la direction leur impose et surtout contre le niveau de vie de plus en plus bas des ouvriers depuis la réduction des horaires. Cette grève a surtout été la manifestation de la lutte des ouvriers contre l'ensemble de leur exploitation qui devient de plus en plus accentuée aussi bien chez Renault qu'ailleurs.

### 1.- Quelle a été la réaction de la Direction ?

Lefaucieux dans une lettre promettait aux ouvriers non pas de réduire cette exploitation, mais, au contraire, de l'augmenter. « Vous voulez une augmentation de salaire et bien voici une augmentation d'heures de travail. »

L'Etat-patron confond, lui aussi, heures de travail et salaire et pour montrer qu'il a bien le même rôle qu'un patron privé, il continue la tradition des Renault, lock-out, emprisonnement de militants syndicaux, menaces de licenciement, on ne pouvait s'attendre à moins.

### 2.- Quelle a été la réaction des Syndicats ?

Hier, tous divisés sur les questions politiques, les Syndicats se sont tous unis sur les problèmes des revendications des ouvriers et de la grève. Mais dans l'union comme dans la désunion de ces organismes les ouvriers n'y ont rien gagné. Hier, les dirigeants syndicaux s'insultaient pour prouver leur appartenance à des forces politiques extérieures aux ouvriers. Aujourd'hui les mêmes dirigeants se congratulent et s'unissent pour faire échec aux revendications.

Les revendications du 74 ont dépassé le cadre de revendications particulières d'un atelier : 25 fr. de l'heure, trois semaines de congés payés sont des problèmes revendicatifs d'ordre national et pourtant les syndicats se sont acharnés à faire croire aux ouvriers que ces revendications pourraient être obtenues en laissant seulement les ouvriers du 74 se défendre tout seuls. En réalité, la mystification

des syndicats n'avait qu'un but : tout faire pour empêcher la généralisation de la grève sur le plan national, ce qui veut dire, tout faire pour empêcher la satisfaction de ces revendications.

Les ouvriers ont fait grève sur les revendications lancées par les Syndicats mais ils se sont trouvés seuls. Les Syndicats prenant ces revendications que par pure démagogie n'étaient pas du tout disposés à les soutenir.

Les ouvriers avaient tort de croire en leur parole, la réalité leur a démontré.

Voyons les positions des différentes Centrales.

a) Le S.I.R. a été un des syndicats qui a été le plus en avant dans cette grève. C'est le seul qui ait lancé pendant 48 heures le mot d'ordre de grève générale dans l'usine. Ensuite, il s'est rallié à la position des autres centrales. Malgré son orientation gauchiste, le S.I.R. ne voulait la grève chez Renault car ses attaches politiques bien connues l'entraînaient surtout à lutter contre la R.N.U.R. pour faciliter la concurrence d'autres entreprises privées. Sous le couvert d'une hypocrisie apolitique, le S.I.R. ne pouvait aller plus loin.

b) La C.G.T. Depuis le début de la grève, jamais elle n'avait été aussi discrète. Cette grève fut une occasion exceptionnelle pour opérer « le nouveau tournant ». Après les propositions de Malenkov, les applaudissements de Vichinsky aux discours des Américains à l'O.N.U., la C.G.T. a profité de la grève pour lancer la nouvelle politique d'unité.

GROUPES RENAULT.

(Suite page 2, col. 1.)

Voir en page 2

Lecœur dévoile 25 exemples de collaboration cégétiste avec le patron

## Le problème syndical en Afrique du Nord

Nous extrayons, de « L'Ecole Républicaine », bulletin de la section d'Alger du Syndicat national des instituteurs et institutrices de l'Union Française, n° 7 d'avril 1953, cette partie d'un texte de notre camarade Doukhan, instituteur à Alger, paru sous le titre « Le Problème colonial ».

Nos camarades et nos amis lecteurs se rendront compte ainsi que nos militants sont présents partout où se mène la lutte révolutionnaire.

HER la volonté de libération nationale des travailleurs musulmans, contester que l'avènement de cette libération s'inscrive un jour dans le déroulement du cours de l'histoire, c'est n'avoir rien compris à la réalité coloniale, ou apercevoir cette dernière au travers de la mensongère propagande officielle, c'est ne pas considérer avec réalisme les nécessités de la lutte révolutionnaire.

Etant bien entendu que notre position à nous, syndicalistes reste dans l'indépendance à l'égard des partis des gouvernements, étant bien entendu qu'en tant qu'internationalistes nous sommes contre toutes patries, nous reconnaissons que les aspirations à la libération nationale de la part des travailleurs musulmans possèdent un contenu révolutionnaire car cette dernière s'apparente pour eux à la lutte contre la double injustice économique et raciale dont ils sont victimes, à la lutte révolutionnaire pour l'égalité économique, entre les travailleurs d'origine ethnique différente, à la lutte pour l'égalité

sur le plan moral et spirituel, à la lutte enfin contre l'impérialisme fauteur de guerre et, par là même, à la lutte contre la guerre et pour la paix.

Et les grèves générales de Tunisie au moment de l'assassinat de Ferhat Hached (en Algérie la « grande C.G.T. » s'est alignée sur les motions platoniques de protestations adoptées dans la métropole) grèves déclenchées par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, organisation dirigée par des nationalistes et groupant les 4/5 des travailleurs tunisiens, ne sont-elles par un exemple magnifique de maturité révolutionnaire, alors que le prolétariat métropolitain affaibli par la politisation syndicale et la lutte des états-majors bureaucratiques au service de leurs impérialismes respectifs, a disparu l'utilisation de l'action directe de la grève générale qui, seule peut faire reculer le fascisme montant.

Sans apporter notre caution à la lutte pour la libération nationale et considérant que le seul combat

syndicaliste révolutionnaire valable est le combat anticolonialiste, et que le « lumpen-prolétariat » dans sa presque totalité a adopté l'idéologie nationaliste, nous devons étudier sur des points précis, les modalités d'action avec les partis nationalistes, représentants authentiques du prolétariat musulman, dans la phase de sa lutte anticolonialiste.

(Suite page 2, col. 5.)

### L'Etat et le Capitalisme contre la baisse des prix

Nous apprenons que le Département de l'Agriculture (U.S.A.) vient de se rendre acquiescent de 45.000 tonnes de lait en poudre, afin de soutenir les prix agricoles dans ce pays.

La-bas, ici ou ailleurs, dans tout régime capitaliste, on ne produit pas spécifiquement pour la consommation. On produit pour réaliser des dividendes. On s'inquiète peu si des milliers de gosses des prolétaires américains crevent de faim. On produit, sachant très bien que les excédents, dont ne peut se procurer l'ouvrier, seront achetés par l'Etat afin de maintenir la vie chère.

Les élections municipales ont consommé l'abandon de de Gaulle par la bourgeoisie qui a donné sa confiance à Pinay et aux partis traditionnels de la droite. Il ne faisait aucun doute, après ce choix, que la fidélité au chef du Rassemblement, de ce qui restait du groupe parlementaire, était douteuse. Et de Gaulle, devançant dans l'avenir, avec l'appui de l'aide américaine, la collaboration de classe du P.C., rendait la bourgeoisie peu soucieuse. Les bénéfices étaient des plus appréciables et la structure des classes et des catégories sociales encore solide.

Les raisons de la création d'un parti fasciste n'étaient, pour une part, que la nostalgie d'une fraction de la bourgeoisie pour le régime de Vichy trainant derrière elle toute la pourriture de la collaboration et, d'autre part, le besoin de la lutte anticomuniste de toute la bourgeoisie en général. Le prestige gaulliste valut au rassemblement une victoire aux élections de 1951 où il remporta quatre millions de suffrages et 120 sièges à l'Assemblée Nationale.

Le gaullisme devait finir ainsi. Le Rassemblement que tentait, en 1947, le général de Gaulle, sur les conseils et avec le soutien d'une fraction de la bourgeoisie — et particulièrement avec ceux des éléments bourgeois collaborateurs de Vichy — ne correspondait pas à un besoin politique et économique du capitalisme français.

Le fascisme ne naît pas d'une simple volonté dictatoriale d'un homme, ou d'un groupe social, d'importance quel moment historique, mais n'est concevable qu'à un moment précis de la décadence du système capitaliste, quand de nombreuses conditions objectives sont réunies ; au moment où la crise permanente du système capitaliste est la plus mortelle, au moment où la dislocation de la structure sociale se fait, l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne situe parfaitement dans quelles conditions le lancement du fascisme est possible. Les deux bourgeoisies lancèrent le fascisme quand, non seulement ses intérêts vitaux furent en cause, mais quand les classes moyennes et la petite bourgeoisie connurent une paupérisation rapide.

En France, la situation fut et est toute différente. La « Libération » livrait une situation favorable à l'action révolutionnaire. La réaction se réduisait derrière les radicaux et le M.R.P. Le parti socialiste et le parti stalinien enlevaient la majorité à l'Assemblée Nationale mais couvraient pour le rétablissement du capitalisme et de son Etat.

Lorsqu'en 1947 le capitalisme, par les bons soins du P.S. et du P.C.F., se retrouva en selle, les stalinien se retirèrent de la coalition gouvernementale pour reprendre le travail d'agitation

de la classe ouvrière. La démagogie et la trahison de ce parti prenaient tout leur sens. C'est alors que le R.P.F. se constitua. Il ne trompa personne sur son caractère fasciste. Mais quelles raisons avait-il pour se constituer ? La situation du capitalisme n'était guère brillante, mais l'espoir dans l'avenir, avec l'appui de l'aide américaine, la collaboration de classe du P.C., rendait la bourgeoisie peu soucieuse. Les bénéfices étaient des plus appréciables et la structure des classes et des catégories sociales encore solide.

Les raisons de la création d'un parti fasciste n'étaient, pour une part, que la nostalgie d'une fraction de la bourgeoisie pour le régime de Vichy trainant derrière elle toute la pourriture de la collaboration et, d'autre part, le besoin de la lutte anticomuniste de toute la bourgeoisie en général. Le prestige gaulliste valut au rassemblement une victoire aux élections de 1951 où il remporta quatre millions de suffrages et 120 sièges à l'Assemblée Nationale.

## L'assainissement financier de Mayer sur le dos des travailleurs

LE Conseil des Ministres vient d'adopter les projets financiers tendant à réduire de 100 milliards le déficit budgétaire et, pendant que nous mettons sous presse, le débat s'ouvre devant le Parlement. Pour ramener ce déficit à 700 milliards — si les prévisions du Ministère du Budget sont exactes — le Gouvernement envisage la réduction des dépenses de fonctionnement des services civils, réduction des dépenses de gestion des entreprises nationales, un contrôle resserré des marchés de l'Etat, hausse des droits sur l'alcool, mais surtout les modifications de l'âge de la retraite, une taxe frappant les camions et la majoration de 20 % des tarifs de la S.N.C.F., une réduction des dépenses d'investissements, tout cela des « économies » à faire sur les budgets civils, mais la question des crédits militaires, de crédits pour la guerre d'Indochine reste en suspens, sacrée et inattaquable.

En effet, l'impasse financière dans laquelle se trouve la politique gouvernementale ne fait que refléter dans le domaine monétaire les difficultés éternelles par ailleurs, sur le plan international en Indochine, en Tunisie ou à propos de la question allemande et sur le plan intérieur au lendemain des élections municipales, dont elle n'est pas sortie renforcée malgré certaines apparences, avec la reprise des mouvements de grève et d'agitation sociale.

Pour avoir une idée de l'état lamentable dans lequel se trouve la trésorerie d'une entreprise bourgeoise qu'on appelle la France, il suffit de rappeler que, pour l'ensemble du premier trimestre, le déficit budgétaire s'est élevé à 239 milliards, alors qu'il n'avait atteint que 114 milliards au cours du premier trimestre de 1952. L'aggravation de la situation s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses — surtout militaires — qui passent de 810 milliards en 1952 à 970 milliards en 1953. Déjà, en février dernier, lors du même encheînement de déséquilibres financiers, le déficit budgétaire avait atteint 140 milliards, ce qui était déjà une situation s'expliquant essentiellement par l'augmentation des dépenses — surtout militaires — qui passent de 810 milliards en 1952 à 970 milliards en 1953.

En matière économique, une évolution n'est presque jamais réversible. Les mêmes causes produisent bientôt les mêmes effets, et l'on verra se dérouler le même encheînement de déséquilibres financiers. M. Mayer doit le savoir et c'est pourquoi il demande des pouvoirs spéciaux, c'est pourquoi il demande le renforcement des pouvoirs de l'Exécutif. Où vont s'arrêter ces « pouvoirs spéciaux » ? C'est en matière économique que le Gouvernement les demande aujourd'hui, mais c'est pour les élargir sur le plan politique dès que la situation lui paraîtra « mûre ». Mais, peu à peu, finit par s'ancre dans l'esprit des masses laborieuses cette idée que la crise financière dans laquelle les gouvernements, l'Etat s'enfoncent chaque jour de plus en plus ne pourra être traitée par les moyens de la thérapeutique capitaliste classique que M. Mayer propose au Parlement et qui consiste à

Le gaullisme ne pouvant pas affirmer dans sa propagande son but réel fasciste, puisqu'il ne correspondait pas à une nécessité, se contenta toujours des slogans de la droite mitigés de la démagogie capital-travail — le fait de l'équivoque s'ajouta au prestige du général pour ces élections.

Si le fascisme du Rassemblement ne correspondait à rien en 1947, la situation du capitalisme français qui commençait en 1950 à donner les signes de crise, pouvait donner un espoir à de Gaulle. Mais la bourgeoisie n'a jamais pensé recourir au moyen offert par le général. L'atmosphère psychologique d'excitation, de fureur de la petite bourgeoisie et des classes moyennes ne s'est jamais présentée, ne se présente pas même en ce moment où la crise s'est accentuée gravement. C'est que l'évolution très lente de la crise permet une relative adaptation à la situation.

La décomposition du capitalisme français s'est faite progressivement et

l'ère du fascisme s'est trouvée dépassée, comme nous l'avions déjà indiqué lors d'une autre occasion. La bourgeoisie française, qui n'a plus aucun ressort, ne sait plus se réfugier dans un « conservatisme » peureux dont la réaction ne dépassera pas sa coalition autour des partis de la droite traditionnelle et d'une « République forte », à la Poincaré, ou à la Daladier. Même si de Gaulle se trouvait rappelé à la rescousse, son « Etat fort » serait loin du nazisme. Il serait plus militaire, bonapartiste, que plébiscitaire comme le fut l'hitlérisme. Du reste, le journal « Le Monde », porte-parole de la bourgeoisie, le dit clairement : « Le Rassemblement était, dans sa conception et son nom même, une illusion. L'échec du général de Gaulle est aussi le nôtre ; celui du Rassemblement est surtout le sien ». C'est net, la bourgeoisie aurait accepté, accepterait de Gaulle comme chef de l'Etat bourgeois pour résoudre au besoin par la force militaire les intérêts qui s'opposent au sein de la nation, mais non pour instaurer le fascisme.

La situation économique, politique, actuelle présente toutes les conditions pour l'action révolutionnaire et à nouveau le P.C. trahit les intérêts du prolétariat. Alors qu'il sait s'agiter pour faire élire ses militants dans les maires où ils ne pourront rien, il ne veut pas savoir lancer les travailleurs au combat dans les usines. Son attitude dans la dernière grève de chez Renault, que nos militants relatent dans les autres colonnes de notre journal, nous démontre à nouveau sa trahison. Mais notre programme communiste libertaire, qui reflète les aspirations de la classe ouvrière, s'imposera par l'action des militants, toujours plus nombreux, de notre Fédération Anarchiste.

Paul ROLLAND.

René LUSTRE.

## Le scandale des piastres (qui ne date pas d'aujourd'hui) éclabousse tous les politiciens sans exception

Après les dernières évolutions du scandale des piastres, le « Libertaire » se propose de faire un rapide tour d'horizon sur les trafics de la guerre colonialiste d'Indochine, au cours de ces derniers temps. Le « Libertaire » a déjà maintes fois dénoncé le processus du trafic des piastres. Il est bon de le rappeler brièvement.

Le taux de la piastre a été fixé en 1945 à 17 fr. Mais, en Indochine, le pouvoir d'achat de la piastre est de 8 fr. 50. Aussi, par exemple, à chaque transfert de 1.000 piastres en France, qui représentent en Indochine un pouvoir d'achat de 8.500 francs, le traquant reçoit 17.000 francs à Paris. L'opération d'un trafic sur les dollars porte à plus de 100 0/0 le bénéfice final.

C'est ainsi que, de 1948 à 1951, les bénéfices des sociétés ont pu quadrupler (2 milliards 250 en 1948 à 11 milliards en 1951).

Bien évidemment, ce sont les « payeurs de l'impôt », c'est-à-dire les travailleurs, qui ont fait les frais de ces opérations. Le trafic a coûté plus de 200 milliards par an aux contribuables français !!!

Mais, dimanche dernier, un communiqué du ministre des Finances a annoncé que le taux de change de la piastre était ramené à 10 francs.

Pour se résoudre à réduire l'ampleur du trafic (en effet, le nouveau taux reste encore supérieur au pouvoir d'achat de la piastre, qui est environ de 8 fr. 50), il a fallu que le Gouvernement soit acculé dans ses derniers retranchements. Mais que les trafiquants ne s'imaginent pas qu'ils vont « être oubliés » ! Le Gouvernement pourra bien dissimuler tant qu'il voudra : le scandale ne s'arrêtera pas là !

Les responsables, nous les connaissons déjà. Ce sont tous ceux qui se livrent à l'assassinat des peuples coloniaux, tous ceux qui tirent leurs fortunes et leurs postes privilégiés de la destruction et de la mise à sac des pays asservis par leur impérialisme.

De tels scandales ouvrent chaque jour davantage les yeux des travailleurs sur l'essence véritable du colonialisme et des individus qui le propagent.

P. PHILIPPE.

## Alors que la presse bourgeoise, Franc-Tireur et Le Figaro, joue les indignés à retardement

### SANS NULLE FORFANTERIE LE LIBERTAIRE

du 4-12-52 insérait l'article ci-dessous :

#### UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES

Interviews de MM. Pieven, Despuèche et Letourneau

QUE COUTE LA GUERRE D'INDOCHINE ?

M. PIEVEN, à l'U. S. News and World report : « Cette guerre absorbe pour l'armée de terre 26,5 % des officiers, 42,2 % des sous-officiers ; pour l'air, 22,8 % des officiers, 20,6 % des sous-officiers ; pour la marine, 20,5 % des officiers, 16,6 % des sous-officiers. »

Pourquoi M. Pieven fait-il le silence sur les hommes de troupe ?

SUR QUOI REPOSE PRATIQUEMENT, DEPUIS SEPT ANS, L'ECONOMIE PUBLIQUE ET PRIVÉE DE L'INDOCHINE ?

J. DESPUÈCHE (Le Monde 20-11-1952) :

« Sur une prospérité facile engendrée en majeure partie par le taux artificiel de la piastre, donc sur le trafic. »

QUELS SONT LES AVANTAGES ECONOMIQUES D'UNE DEVALUATION DE LA PIASTRE ?

J. DESPUÈCHE : « Cessation immédiate du trafic, les bénéfices des fraudeurs étant diminués. Allègement notable des dépenses françaises... plus de 100 milliards d'économie. »

QUELS SERAIENT LES INCONVENIENTS DE LA DEVALUATION ?

J. DESPUÈCHE : « Risque de compromettre définitivement les intérêts commerciaux français en Indochine, en leur portant un coup très dur. »

« Devaluer, brusquement la piastre serait consommer l'échec de la politique financière française en Indochine. »

« Les transferts politiques (1) ont « servi » très souvent au haut commissariat de France en Indochine... »

QUEST-CE QUE NOUS ASSURONS EN INDOCHINE ?

M. LETOURNEAU, au Mans : « ...LA DÉFENSE DE LA FRANCE. »

Un point, fermons les guillemets... »

(1) Le transfert est l'opération qui consiste à échanger contre 17 francs, en Indochine, la piastre que l'on trouve pour 8 fr. 50 sur l'ensemble du marché mondial. Certains transferts sont autorisés à titre commercial, d'autres à titre politique.

FRANC-TIREUR et LE FIGARO étaient muets, donc complices !

# EN MARGE DES CONFLITS SOCIAUX

## 25 exemples de collaboration des délégués cégétistes avec le patron

Dans notre article sur le conflit Renault (page 1), nous signalons l'attitude équivoque des délégués de la C.G.T. qui, plutôt que d'apporter leur concours à l'action ouvrière, semblent vouloir la freiner.

Cette attitude des délégués, membres du parti communiste français, n'est pas nouvelle. Déjà, Auguste Lecœur, lors de la Conférence nationale du P.C.F. tenue à Gennevilliers (5 et 6 mars 1953), donnait une énumération troublante des fautes graves commises par les cellules d'entreprises.

Cette énumération éloquent que nous prenons dans les « Cahiers du Communisme » (numéro spécial de mars) pour la reproduire ci-dessous, illustre suffisamment le manque de conscience révolutionnaire du P.C.F. dans les entreprises. Nous ne donnons ici que 25 cas de collaboration de classes. Auguste Lecœur lui, fait remarquer qu'il y a des milliers de cas semblables !

Nous n'ajoutons rien aux faits signalés, sinon que les délégués mis en cause ne sont pas responsables. C'est la direction des ronds-de-cuir du P.C.F. qui est mise en question ici et elle seule. C'est ce qu'Auguste Lecœur aurait dû faire ressortir dans une saine autocritique, c'est ce qu'il n'a pas fait !

1) Chez Godin, à Guise (Aisne), la société a réalisé d'importants bénéfices ces dernières années. Pourtant, aucune augmentation de salaires n'a été accordée aux ouvriers depuis septembre 1951. En juillet 1952 : premiers licenciements et chômage partiel pour une grande partie des ouvriers qui travaillent quinze jours par mois. L'union syndicale des métaux fait un tract contre ces licenciements en dénonçant la direction et la politique gouvernementale. Les délégués refusent de distribuer ce tract (prétendu : il y a de la politique).

En février 1953 : nouveaux licenciements. Les délégués, sauf un, acceptent, signent et expliquent la position patronale en parlant des difficultés de l'entreprise.

2) A l'usine du Saut-du-Tarn, à Saint-Juéry (Tarn), cent ouvriers sont menacés de licenciement. Un camarade, membre du Bureau fédéral et du Comité d'entreprise, déclare à la réunion qu'en principe, nous sommes contre les licenciements, mais il admet les licenciements en expliquant qu'il faut tenir compte de la situation des ouvriers pour les licencier.

3) Aux établissements Consoy, à Léopards (Vosges), la direction décide

cette entreprise sont fréquemment obligés de manquer leur travail parce qu'ils sont intoxiqués.

8) A l'Idéal-Standard, à Aulnay (Seine-et-Oise), les délégués au Comité d'entreprise, sauf un, invitent le patron à l'Arbre de Noël et se font photographier avec lui. Le patron, seul, fait un discours.

9) A l'usine Lafarge, à Conte, un banquet annuel est donné par le patron, les délégués syndicaux y assistent.

10) Aux pîles Leclanché, à Chasse-neuil-du-Poitou, le secrétaire du syndicat, membre du Comité d'entreprise, déclare que le directeur est un « bon patron » et que les primes attachées par les ouvriers sont le résultat de sa bonté. Avant de poser les revendications, il s'informe « si le prix de revient le permet ». Et il accepte les licenciements.

11) A la communauté Boimondeau, à Valence (Drôme), les camarades acceptent le refus patronal d'embaucher des ouvriers, parce que militants communistes. Un membre du Parti, chef du service social, fait renvoyer un ouvrier parce que, dit-il, « il ne satisfait pas à l'esprit de la maison ».

12) A l'usine de nougat « Le Canard Sauvage », à Loriol (Drôme), c'est le secrétaire de section qui explique les difficultés du patron.

13) Dans les Basses-Pyrénées, à l'usine Turboméca, au cours d'un match de football entre ouvriers, un membre du Parti invite le patron à présider le match et il explique : « Il faut savoir s'y prendre avec le patron ».

14) Dans le même département, chez Saint-Frères, un camarade du Parti, secrétaire du Comité d'entreprise, désigne lui-même les ouvriers à licencier.

15) Dans l'Orne, à l'entreprise Cédur, à Laigle, 200 licenciements sont prévus. Les délégués au Comité d'entreprise (dont deux membres du Parti) discutent les licenciements avec le patron, choisissant entre pères de famille et célibataires, entre vieux et jeunes, etc.

16) Chez Duclletier, à Issore (Puy-de-Dôme), 200 ouvriers et ouvrières sont licenciés sans lutte : les licenciements ont été acceptés par le Comité d'entreprise comprenant des membres du Parti.

17) Aux ateliers mécaniques du Centre-Clermont, 50 ouvriers et ouvrières sont licenciés, licenciements acceptés par le Comité d'entreprise.

18) A l'usine Montpet, à Ussel (Corrèze), une quarantaine d'ouvriers sont licenciés. Le secrétaire du Comité d'entreprise, membre du bureau syndical, accepte de dresser la liste des licenciés qu'il choisit parmi les demipaysans et les étrangers.

19) Le secrétaire du Syndicat « Source Perrier » dans le Gard refuse de distribuer les tracts de l'U.D. et les porte au directeur.

20) A la Compagnie Française des Métaux, à Castelsarrasin, dans le Tarn-et-Garonne, la direction envisage le licenciement de 100 ouvriers, parmi lesquels 63 de plus de 65 ans, nos camarades admettent le principe que soient licenciés par priorité les vieux.

21) A Chedde, filiale de Pechiney, dans la Haute-Savoie, licenciements également acceptés sur la base de la discrimination familiale.

22) A l'usine textile Schappe, dans l'Ain, les délégués C.G.T. (sauf un) votent les licenciements. C'est un délégué C.G.T. qui annonce les renvois aux licenciés.

23) Chez Delle, à Belfort, le patron édite une revue : Reflets. Dans le dernier numéro, on rend compte de « la cérémonie des médailles ». Le secrétaire du Syndicat prononce un discours, il remercie la Direction, non seulement pour les médailles, mais pour ce qu'elle fait en faveur des ouvriers. Le patron répond, se félicitant de l'accord complet avec la direction du syndicat, tutoie le secrétaire du syndicat, le remercie pour son concours particulièrement précieux.

24) A l'entreprise « La Colle », de l'Isle-sur-Sorgues, dans la Vaucluse, un délégué du Comité d'entreprise rédige la liste des licenciements avec le patron.

25) Aux balances Testut, en Seine-et-Oise, tous les ans, les délégués offrent un cadeau au patron. Cette année, le patron leur a suggéré, par l'intermédiaire de son fils, de lui offrir son propre buste, ce qui a été fait.

## Lefaucheux et le Cartel des syndicats au banc des accusés

(Suite de la première page)

avec les autres centrales. Les trahisseurs d'hier sont devenus les nouveaux amis. La C.G.T. en a profité pour faire ses preuves vis-à-vis des autres Centrales, en abandonnant toute défense (même démagogique) des ouvriers et en collaborant à la trahison la plus grossière des ouvriers, avec le concours de F.O. et de la C.F.T.C. qui ont continué leur politique traditionnelle de colmatage des mouvements revendicatifs chez Renault.

### 3.- Comment les syndicats ont saboté la grève ?

Les tracts si nombreux d'habitude se sont raréfiés. Les syndicats n'ont fait que mentionner la grève et ont refusé de donner le moindre mot d'ordre. Les délégués sont devenus muets comme des carpes lorsque les ouvriers demandaient les consignes. La nouvelle politique a été : « Ouvriers, prenez vos responsabilités ».

Le référendum fut organisé dans ce climat. « Avant-garde ou est-ce ? », demandaient les ouvriers et « l'Avant-garde », répondait : « Je suis derrière vous ».

Toutefois les syndicats refusèrent même de publier le référendum car bien que saboté, le référendum devenait encore un obstacle à la position des syndicats.

Les syndicats firent tout leur possible pour gagner du temps, en promettant aux ouvriers qu'il fallait attendre la réunion de tous les syndicats, puis la réunion de la fédération de la Seine, puis le contact avec les autres syndicats de la métallurgie, etc., etc.

Les ouvriers ont attendu la consigne à la place, ils ont eu des discours vides, qui leur disaient : « Nous sommes avec vous de tout cœur », mais, en réalité, ils n'étaient nulle part.

### 4.- Quels ont été les arguments des syndicats pour saboter la grève ?

a) L'argument que les ouvriers n'étaient pas prêts et ne voulaient pas la grève.

MENSONGE : La grève du 74 le prouve, le référendum aussi. Ce sont les syndicats qui ne voulaient pas. Cet argument tend à prouver que les ouvriers ne savent pas ce qu'ils veulent et qu'ils sont incapables de se décider pour une action déterminée.

La propagande très familière de ces syndicats est de jeter ainsi la méfiance et le doute entre les ouvriers. « Les ouvriers ne réussiront jamais à s'entendre », argument bien connu de nos classes dominantes pour démolir la classe ouvrière. On lui sabotage sa volonté d'action, ensuite on lui démontre qu'elle est incapable de réussir à se battre seule.

b) L'argument que les ouvriers, dans le cas où ils généraliseraient leur grève, seraient lock-outés par la direction.

MENSONGE. Les ouvriers n'ont pas fait grève générale, ce qui n'a pas empêché du tout la direction de les lock-out.

c) L'argument que si les ouvriers généralisaient la grève le gouver-

nement userait de violence contre eux.

MENSONGE. Les ouvriers ont été calmes et le gouvernement a lâché ses chiens. Des militants syndicaux ont été arrêtés, des ouvriers appelés en justice. Et pourquoi le gouvernement aurait-il hésité, lorsqu'il savait que les ouvriers étaient trahis et garrottés par leurs propres organismes syndicaux ?

MENSONGE. MM. les pontifes syndicaux ont-ils hésité devant la terreur policière et du licenciement de leurs militants quand ils déclenchaient des grèves générales et des manifestations politiques contre le Réarmement allemand, contre Ridgway et pour la libération de Duclos.

d) L'argument qu'une grève générale se prépare à l'avance.

MENSONGE. Les syndicats ne préparèrent une grève revendicative généralisée, car cela supposerait toute une lutte sociale contre l'ensemble du système capitaliste.

En 1936, ce sont les ouvriers et non les syndicats qui firent la grève générale, spontanément.

Le syndicat unifié et les partis politiques P.C. et P.S., ne s'unirent que pour étouffer la grève et limiter ses avantages (contrairement à ce que peuvent affirmer les trotskystes).

e) L'argument que les syndicats devaient suivre la volonté des ouvriers.

MENSONGE. Les syndicats n'ont pas suivi la volonté des ouvriers, ils l'ont combattue. De plus, le syndicat doit-il être l'organisme qui coordonne et dirige les ouvriers vers la lutte ?

Alors le syndicat devait expliquer aux ouvriers que si la grève n'était pas généralisée sur l'ensemble du pays, ils n'obtiendraient RIEN.

Au contraire, ils se sont tus et ont fait croire aux ouvriers qu'ils pouvaient à trois cents faire changer la politique des salaires de tout le pays.

En réalité, les syndicats se moquent pas mal de la volonté des ouvriers. Des ouvriers d'un certain atelier, après la décision de la direction de lock-out, ont voté une résolution, demandant que soit proposée à l'ensemble des ouvriers l'occupation de l'usine, seul moyen de résister aux licenciements éventuels. Les délégués boudèrent cette proposition qui ne fut pas (comme promis), soumise à la réunion générale le soir même. Bien mieux, Linet demanda aux ouvriers de venir le lendemain sur le lieu du travail, tandis que tout le monde savait déjà que toutes les mesures de sécurité avaient été prises par la direction. Tout le monde savait qu'il serait impossible de rentrer dans l'usine lock-outée, si on ne l'occupait pas. Mais Linet fit croire aux ouvriers qu'ils pouvaient revenir sur le lieu du travail. Linet mentait consciemment. De plus, il fut proposé que le jeudi matin, les syndicats donneraient des consignes aux ouvriers.

Là, il ne s'agissait plus de suivre la volonté des ouvriers, mais de leur soumettre des consignes qui ne seraient que l'émanation de la volonté des quelques bureaucrates syndicaux.

Quelles consignes ?

L'usine comme prévu étant occupée par la police, les syndicats restèrent encore muets et les ouvriers retourneront chez eux, battus, tandis que les syndicats leur affirmèrent, au contraire, qu'ils allaient de victoire en victoire.

Il faut répondre par une coalition des prolétaires contre l'impérialisme

A la coalition des impérialistes occidentaux contre l'Indochine

## Il faut répondre par une coalition des prolétaires contre l'impérialisme

### La débâcle du corps expéditionnaire

LES rares citoyens français qui voyaient encore, ces temps derniers, dans la guerre d'Indochine une question de « prestige national » doivent déchanter après le saut-qui-peut du Laos qui s'est étendu jusque dans les milieux gouvernementaux. Ces rares Français doivent enfin comprendre que le Viet-Minh est une force bénéficiant de l'appui de tout un peuple et que les Français défendent là-bas quelques grosses fortunes plutôt qu'un honneur perdu depuis bien longtemps.

On ne voit pas bien qui peut, dans notre pays, être partisan de cette sale guerre en dehors des quelques gros escadrons et margoulin qui en profitent directement et qui la font durer en méprisant les hommes qui tombent chaque jour pour le caoutchouc, l'étain et le plomb !

Même le traditionnel patriotisme tricolore et médaillé du 11 novembre et du 14 juillet doit théoriquement être contre !

Alors, pourquoi s'obstiner ?

Durant cette dernière quinzaine, les événements se sont précipités dans tout le sud-est asiatique. Les soldats du Viet-Minh sont arrivés très près de Louang Prabang. Puis ils ont amorcé « un mouvement de retraite ».

On peut s'interroger sur les causes de ce départ, mais il est tout de même certain que la lutte pour la libération commencée depuis longtemps au Laos est devenue plus violente et continuera même si les troupes viet-minh évacuent complètement les régions laotiennes.

MM. Eisenhower, Dulles et Stassen obtiendront du Congrès des U.S.A., quelle que soit la réduction symbolique exigée par la propagande des républicains, à peu près ce qu'ils demandent pour l'aide militaire et économique à leurs alliés-valets.

Mais là n'est pas le problème. L'intérêt des dirigeants américains, aussi bien ceux de l'administration que de la finance, est de soustraire l'Indochine à Ho-Chi-Minh, mais en s'y installant. D'où leur insistance pour l'internationalisation du conflit, le recours à l'O.N.U.

Si, au contraire, une partie de la bourgeoisie française freine l'internationalisation, ce n'est pas qu'elle veuille absolument que la guerre d'Indochine soit sa guerre — et elle réclame l'aide américaine — mais elle ne veut pas être suppléant par l'Amérique dans l'exploitation de l'Indochine. M. Bidault, défenseur des intérêts de ces clans capitalistes français, combat donc le recours à l'O.N.U. M. Mayer ne fait que l'ouïr et s'il ne s'oppose pas radicalement à l'internationalisation, c'est par peur de perdre une partie de l'aide américaine.

Enfin, évoquera-t-on l'affaire du Laos à l'O.N.U. ? Il est probable que non malgré l'insistance américaine, car « l'offensive » du Viet-Minh paraît bien terminée, au moins pour le mo-

ment, et le prétexte risque de manquer. Si l'O.N.U. avait été sollicitée, elle aurait probablement décidé l'internationalisation de la guerre, c'est-à-dire l'intervention américaine en Corée. Mais l'avis de l'O.N.U. est-il nécessaire ? Il semble que non ; c'est du moins le point de vue du sénateur Walter George qui disait récemment : « Si nous devons faire quelque chose en Indochine, j'espère que nous le ferons de notre propre chef, sans ingérence des Nations Unies, car je commence à être un peu las de la façon dont elles nous ont liés en Corée. »

Il est à peu près certain qu'on va vers une coalition des puissances occidentales contre le Viet-Minh, vers une nouvelle Corée. Les Américains, devant les signes d'une crise grave, semblable à celle de 1929, ont prévenu à son éclatement immédiat en faisant la guerre de Corée qui a été le prétexte à son réarmement massif et à la conversion de larges secteurs de l'industrie de vie en industrie de mort. Si un armistice était signé en Corée, la crise reviendrait rapidement à l'ordre du jour. Il faut une guerre de rechange en attendant le conflit mondial. Clara Luce, l'ambassadrice des U.S.A. à Rome, analysant cette situation, a dit à la Chambre des Représentants : « Nous éviterons une crise semblable à celle de 1929, serait-ce au prix d'une troisième guerre mondiale. »

Le capitalisme se meurt et pour conserver ses privilèges il accumule partout ruines et sang. D'autre part, dans la conjonction internationale actuelle, il est certain que « l'offensive » viet-minh au Laos n'a guère plu aux dirigeants soviétiques. Ils sont tout prêts à abandonner les partisans indochinois comme ils ont abandonné les partisans d'Azerbaïdjan et les partisans grecs. Les mystères de la politique internationale passent avant les aspirations légitimes des peuples opprimés (on peut sans doute chercher là une des raisons de l'arrêt de la progression des troupes d'Ho-Chi-Minh au Laos).

Les clans capitalistes sont incapables de bâtir la paix. Empêtrés dans leur système fondé sur les privilèges et les intérêts, ils maintiendront jusqu'au bout leur économie de guerre pour retarder les crises du régime.

Notre lutte de soutien aux peuples indochinois rentre dans le cadre de la lutte contre la guerre. Lutter contre le maintien de la puissance colonialiste française, lutter contre l'internationalisation de la guerre au Viet-Nam, manifester que le prolétariat international est engagé dans le conflit. C'est mener le combat 3<sup>e</sup> front révolutionnaire.

A la coalition des impérialistes doit s'opposer la coalition des prolétaires de tous les pays.

Michel MALLA.

Le problème syndical en Afrique du Nord

(Suite de la première page)

Aucun problème, celui de la scolarisation par exemple, celui de la lutte contre le racisme économique et social, celui de la défense de la légalité (car ce fascisme montant, dont on s'alarme en France, existe en fait, aux colonies, de temps immémorial), aucun comité de lutte et d'action ne doit être étudié ou se constituer sans y inclure les partis nationalistes, sans rien concéder de notre plate-forme d'indépendance à l'égard de tous les gouvernements, notre union s'inscrivant dans le cadre de la lutte révolutionnaire anticolonialiste.

C'est alors, à l'intérieur du syndicat, au coude à coude dans la lutte anticolonialiste commune que se forgera la fraternité de classe entre les travailleurs de toutes races, c'est dans le syndicat, au

## BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

## Dans "l'Ecole et la Nation" APOLOGIE DE STALINE ET GUERRE A FREINET

DANS le numéro 358 du Libéraire, nous avons dit ce que nous pensions de « l'Ecole et la Démocratie », véritable entreprise de mouchardage au service de la police. Il est bon pour être complet, de dire quelques mots de l'Ecole et la Nation, revue mensuelle assez luxueuse, éditée par le P.C.F., antithèse de la précédente.

Le numéro 17 d'avril de cette revue, s'ouvre sur une pensée de J.-V. Staline : « L'homme, le capital le plus précieux ». Voici le chef génial présenté sous un jour humaniste qui n'est pas fait pour déplaire aux enseignants français, on pense aussitôt à Jean-Jacques, si bien considéré chez nous. C'est une question d'adaptation de la propagande à un milieu donné. Staline devient aussi pour le journal des instituteurs communistes « le plus grand éducateur de tous les temps ».

On peut imaginer la suite qui sera donnée à cette affirmation : Si vous ne suivez pas les enseignements de Staline, vous êtes un mauvais éducateur. Gageons que d'ici peu Freinet sera accusé de la sorte. Staline reste tout de même « notre chef, notre ami, notre frère » et un instituteur à tête de Fougereon épingle sur le tableau noir un portrait du défunt qui ressemble — est-ce voulu ? — à Maurice Thorez.

« Songe, songe à Maurice en larmes dans Moscou », nous dit d'ailleurs Henri Bassis, un disciple d'Aragon qui profite de l'émotion supposée du lecteur pour égrener quelques alexandrins insipides qui n'ont aucune chance de passer le cap de l'actualité (heureusement pour les générations futures).

Relevons au passage une citation d'Eisenhower qui date de 1949 et qui est intéressante aussi pour nous : « La guerre étant virtuellement inévitable, elle exige une nouvelle orientation psychologique du peuple américain. Ainsi la loi « Ober » de l'Etat de Maryland charge la direction de l'Etat de dresser une liste des organisations subversives, l'appartenance à ces dernières entraînant le renvoi immédiat. C'est également le sort réservé à ceux qui répandent des paroles séditeuses. »

Tout cela n'est guère sérieux. Freinet vous êtes incorrigible.

Et puis encore Staline, le génial éducateur... La dernière page représente le chef, l'ami, le frère, avec une petite fille ouzbèke dans les bras. On a déjà vu cela ailleurs avec d'autres chefs et d'autres petites filles qui pour ne pas être ouzbèques n'en avaient pas moins de superbes sourires... Cela dit, nous aussi on aime voir dans les bras d'un homme une petite fille en bonne santé et des fleurs ; cela vaut mieux qu'un fusil-mitrailleur.

M. JACK.

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

Francis M... 1.200 Morin... 500

Viet Minh... 1.500 Riton... 100

Laveau... 250 Blagers... 400

P. R... 300 G.-L... 200

Un ancien... 100 Planes... 200

Sérat... 5.000 Gisson... 200

C. N. T... 70 Klouane... 200

Dentencourt... 200 Delpech... 200

Lantuéjoul... 200 Derenre... 250

En passant... 800 Parent... 100

Riton... 100 Vajaille... 600

Maslin... 200 Sentis... 500

Aulnay... 200 Bonlieue... 500

Berthe... 300 Fornerod... 200

Darvit... 200 Gaby... 1.000

Chem. C.M.T... 120 Rémy... 200

Amazit... 100 Labbé... 250

Lambert... 500 Verdoux... 200

Pierre... 500 Lavorel... 1.000



## Michel BAKOUNINE PARTIS DE LA REVENDICATION

(Œuvres, tome VI, 1903 — pages 70 et suivantes)

SEULS les individus, et seulement un très petit nombre d'individus, se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. Les millions, les masses, non pas seulement dans le prolétariat, mais aussi dans les classes éclairées et privilégiées ne se laissent jamais entraîner que par la puissance et par la logique des faits, ne comprenant et n'envisageant la plupart du temps que leurs intérêts immédiats ou leurs passions du moment, toujours plus ou moins aveugles. Donc, pour intéresser et pour entraîner tout le prolétariat dans l'œuvre de l'Internationale, il fallait et il faut s'approcher de lui non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle et vivante de ses maux réels ; et ses maux de chaque jour, bien que présentant pour le penseur un caractère général et bien qu'étant en réalité des effets particuliers de causes générales et permanentes, sont infiniment divers, prennent une multitude d'aspects différents, produits par une multitude de causes passagères et partielles. Telle est la réalité quotidienne de ces maux. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain, saisit les maux dont elle souffre, et dont elle est éternellement la victime, précisément et exclusivement dans cette réalité, et jamais ou presque jamais dans leur généralité.

Donc, pour toucher le cœur et pour conquérir la confiance, l'assentiment, l'adhésion, le concours du prolétaire non instruit — et l'immense majorité du prolétariat est malheureusement encore de ce nombre — il faut commencer par lui parler, non des maux généraux du prolétariat international tout entier, ni des causes générales qui leur donnent naissance, mais de ses maux particuliers, quotidiens, tout privés. Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité qu'il habite, de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille...

Il ne faut lui proposer d'abord que des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser. Ces premiers moyens sont, nous l'avons déjà dit, l'établissement d'une solidarité complète de défense et de résistance, avec tous ses camarades d'atelier, contre leur patron ou leur maître commun ; et ensuite, l'extension de cette solidarité à tous les ouvriers contre tous les patrons du même métier, dans la même localité, c'est-à-dire son entrée formelle comme membre solidaire et actif dans la section de son corps de métier, section affiliée à l'Association Internationale des Travailleurs.

Une fois entré dans la section, l'ouvrier néophyte y apprend beaucoup de choses. On lui explique que la même solidarité qui existe entre tous les membres de la même section est également établie entre toutes les différentes sections ou entre tous les corps de métier de la même localité ; que l'organisation de cette solidarité plus large, et embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux pour réduire à des conditions de plus en plus misérables tous les hommes forcés de gagner leur vie par leur travail. On lui explique ensuite que cette double solidarité des ouvriers du même métier d'abord, puis des ouvriers de tous les métiers ou bien de tous les corps de métiers organisés en sections différentes, ne se limite pas seulement à la localité, mais, s'étendant bien loin, au-delà de toutes frontières, englobe tout le monde des travailleurs, le prolétariat de tous les pays, puissamment organisé pour la défense, pour la guerre contre l'exploitation des bourgeois.

## LA RADIO

## Les reflets de la vie éclipsés par les cabotins

Y a des femmes méro du matin il y a des femmes pauvres qui vont dans les beaux quartiers chercher quelques croûtes de pain pour ne pas crever de faim. En ce siècle qui prône la solidarité n'avoue pas que la première rime de méro emporte une cargaison d'esclaves femmes de ménage, on a trouvé l'alibi du travail combien commode. Et elles parlent les femmes de ménage. Leurs propos font penser à des marionnettes que Dickens aurait oublié d'enfermer dans ses bagages quand il ferma les rideaux du guignol pour la dernière fois.

Avenue Sœur-Rosalie, dans les locaux du bureau de chômage, un chômeur pensa soudain : Mais qu'est-ce que je fais dans cette galère ? Mais il ne put se résoudre à sortir de sa galère ? Les vies les plus humbles sont les plus empoisonnées de devoirs. Il y a toujours un devoir qui empêche de donner un grand coup de pied dans le décor, de le faire flamber pour toujours en une gerbe d'étoiles.

Ce soir, rue Nationale, un gosse referma son livre d'images sur une page trouée d'un crève-cœur. La fée Carabosse se réjouira de la sale farce qu'elle aura jouée à l'enfant du taudis.

Rue Mouffetard, Philémon et Baucis se sont réjouis d'avoir pu franchir ensemble, une fois encore, la banquette de l'hiver.

Les paulownias de la place laissent au dessus du square une couronne de brouillard violet en suspension. La vespasienne municipale est ouverte aux citoyens qui vont uriner de temps en temps. Le printemps devrait nous réjouir tous, mais tout se paie, des tickets d'autobus aux ressemblances de chausures.

Près de l'hospice du Kémlin-Bicêtre, on fait miroiter une maison Courant aux pauvres types qui n'ont guère à espérer que la tenue bleue des vieillards de l'hospice, en fait de fraternité humaine, la fosse commune.

Les enfants jouent dans les squares. Les enfants jouaient aussi en Indochine, en Corée. Pourquoi les nouveaux squares ressemblent-ils tant aux cimé-

tières ? Que se passera-t-il avant que la première étoile du soir brille dans le passé de l'enfant du square. La jeunesse n'a pour bagages qu'une lucidité qu'on ne sait où fourrer.

Toutes ces pensées doivent être le fait d'une imagination déréglée car la Radio qui sait tout n'en est jamais imprégnée. Mais au fait, peut-on retrouver un reflet authentique de la vie à la Radio ?

Nous ne le pensons pas : Au cours d'une récente émission du Magazine de la Radio, M. Loiselet s'évertua à établir une distinction entre les gens de la Presse et de la Radio. En fait, le ton agressif de M. Loiselet envers ses confrères de la Presse écrite ne s'appliquait qu'à une querelle de famille. Effectivement, qu'il s'agisse d'un programme radiophonique, de la signature de l'éditorial ou d'une chronique de quotidien, de la signature d'un scénario ou d'une pièce de théâtre, de la consécration des chapelles intellectuelles de toutes sortes, les noms sont toujours les mêmes. Il semble exister toute une petite peuplade de bons et de bonnes à tout exprimer qui se prend pour le nombril du monde. La peuplade des Subtils, des Faux-Fuyants, des Snobs, des Sophistes, des Muets du Sérail, des Culs-Penseux, des Sbiens et des Sbiresses en cartes, des Mouches du Plateau. Une seule pensée est juste, la leur. 99 % d'entre eux ne sont que des boursoufflés de vide mais qui font du bruit comme un bataillon d'adjutants. Veut-on lire un livre, la création de l'auteur disparaît derrière l'appréciation du critique esthétique-radio-journalistico-littéraire. Impossible de voir un film avant la Monique de l'heure du Berger, sans être ragoté à plein de ses goûts. Ces petits bourgeois de la pensée contemporaine substituent de plus en plus leurs jugements à ceux de leurs semblables. Comme ils se prennent au sérieux, cela devient grave.

Il existait une émission très intéressante de M. André Gillois, à une époque où il ne s'amusait lourdement à ricaner devant une fontaine enchantée

## VI — LE CAMP DE SARAFAND

GILBERT ROSENBAUM avait 22 ans. Il était seul au monde. Derrière lui, une histoire effrayante certes, mais tellement banale. Il était belge. Il avait erré de camp en camp pendant longtemps, fait la guerre (la Résistance) et avant d'être soldat israélien, connu toutes sortes d'horreurs, des tureries, des viols, des incendies, des vengeances aveugles. Maintenant, il faisait le coup de feu à ses côtés.

Gilbert avait une merveilleuse faculté : celle de l'oubli. Le passé pour lui n'existait qu'à la façon d'un album aux photographies ternies. Parfois, il avait cet album et les portraits défilait : des enfants, des vieillards, oncles, tantes, sœurs et frères, père et mère. Là, il s'arrêtait, sa voix devenait un peu rauque : même maman... Et tout de suite, il parlait d'autre chose. Il éclatait de rire. Un rire étrange qui me faisait peur. Avec fureur, il se précipitait sur les moindres plaisirs. Merveilleux type juif, yeux bleus profonds, cheveux noirs brillants, grand et mince, il était le don Juan du groupe. Mais cela ne lui suffisait pas. Depuis plus d'un an qu'il guerroyait en Israël, il savait que souvent la femme est absente. Et il avait pris ses précautions. Il avait huit épouses, je dis bien : il s'était marié huit fois. A Jaffa, à Jérusalem, à Tel-Aviv, à Aco, bref en huit endroits différents et judicieusement choisis en fonction des opérations militaires, une femme l'attendait.

A cette époque (février 1949), l'état civil inorganisé autorisait ces fantaisies, le mariage religieux ayant force de loi. Il suffisait dès lors de trouver un rabbin et d'y mettre le prix. Aujourd'hui, Gilbert est à Paris. Il s'est marié, il a un enfant. Et ses huit femmes restées en Israël lui ont sans doute intenté un procès en divorce...

Il était parfaitement d'accord avec moi sur l'utilité de cette guerre ; tous deux, nous voulions coûte que coûte revenir en France. Donc, il s'agissait avant tout de ne pas être blessé, de conserver nos quatre membres intacts. A force de nous plaindre auprès de je ne sais combien de toubibs de mon insuffisance évidente de coefficient et de mes pieds plats, lui d'un mytique ulcère à l'estomac, on nous a versés dans le génie. Et c'est ainsi qu'un beau jour,

nous sommes arrivés au camp de Sarafand, à 15 kilomètres de Tel-Aviv.

Un camp immense, le plus grand d'Israël, où des milliers de soldats, sous d'épais ombrages, vivaient confortablement. Israël l'avait hérité des Anglais. Ni baraquement, ni tentes. Des bungalows en bois (un pour douze hommes), véranda, douches, salle commune, le tout impeccablement propre. Une nourriture abondante et variée. La vie de château. Des cantines, des cinémas, des piscines. Et l'ennui. Malgré une discipline assez relâchée, c'était quand même la caserne : sentinelles, barbelés, heures d'inactivité, certitude de n'avoir rien devant soi, aucune possibilité de lutte. L'attente.

Chaque jour, des gars d'un Kibboutz à tendance stalinienne (ils arrivaient et repartaient en camions) venaient travailler au camp. Maçonnerie, terrassement, courvées diverses. Ils apportaient leur nourriture, les inévitables boîtes de sangle. Pourquoi étaient-ils ici plutôt qu'ailleurs ? Ils n'en savaient rien. Tout se réglait entre l'administration du camp et celle du Kibboutz, la première payant à la seconde le coût des travaux effectués. Les hommes n'avaient droit de contrôle sur rien, ils ne touchaient qu'un maigre prêt, étaient nourris, habillés. Ils devaient obéissance passive à leur organisation paramilitaire. Leurs chefs, fonctionnaires largement rétribués, roulaient en voiture. Eux maintenaient la pioche. Un de ces gars m'a dit :

— Il y a des injustices flagrantes. Tout ce que le Kibboutz produit est contrôlé et vendu par une bureaucratie papassière, tatillonne et toute-puissante. Nous, on reçoit des ordres. C'est tout. Jamais un soir. Qu'est-ce qu'on fait ici ? Et où va l'argent que nous gagnons ? Dans la poche de ces messieurs qui s'offrent des Buicks sans doute ?

Il est resté un moment silencieux, puis avec un soupir :

— Que veux-tu, il faut passer par là. On n'organise pas un Etat en huit jours. Ce qui se passe est contraire à notre idéal, mais dialectiquement, et d'après Marx, tout s'explique.

Et il a repris sa pioche.

Aux termes d'une certaine loi, tout homme ayant accompli plusieurs mois (je ne me souviens plus combien) de service actif dans l'armée était considéré comme volontaire et rapatriable sur sa demande. Gilbert et moi avons fait le nécessaire. Il ne nous restait plus qu'à attendre la fin des innombrables formalités qui s'enchaînaient avec la sage lenteur propre à toute administration soignée de son importance. Gilbert avait trouvé une « planque ». Il était « garde-mites ». Moi, « garde-chiourme ». Car, au beau milieu du camp de Sarafand, se trouvait un autre camp, celui de 3.000 à 4.000 prisonniers arabes parqués dans des baraques (genre baraque Adrien). Le tout entouré de hauts barbelés et dominé par des miradors où des mitrail-

leuses étaient en position de tir. Le matin, on me confiait une dizaine d'Arabes en vue de quelques corvées ou travaux à effectuer dans l'enceinte du camp. Les longues heures de surveillance n'en finissaient pas. C'était vraiment une mauvaise plaisanterie, une histoire stupide : ces pauvres gens, qui faisaient-ils ici ? Pourquoi ne leur rendait-on pas la liberté ? Et moi, avec ma mitraillette et mon casque, n'étais-je pas tout à fait ridicule ? Je faisais les cent pas le long d'une tranchée que les prisonniers n'arrivaient pas à terminer. Ils étaient mal nourris, toujours fatigués, leurs gestes avaient une lenteur bien adaptée à la chaleur étouffante. Mais à quoi devait servir cette tranchée ? Je ne l'ai jamais su. Lorsque je suis parti, les mêmes hommes creusaient toujours, un autre les gardait. Une histoire stupide.

Souvent, Gilbert négligeait sa femme (celle de l'endroit), une Mauresque qui lavait la vaisselle dans un restaurant. Il préférait le bungalow à son « chez lui », vieille maison arabe sans eau, sans lumière, sans aération. Il était d'humeur changeante, demandait des permissions de 24 heures pour rendre visite à son Italien de Jaffa ou sa Polonaise de Haïffa. Lorsque ses devoirs conjugués ne l'appelaient pas, nous allions traîner dans les rues de Tel-Aviv à la recherche de quelque dérivatif. Un samedi (jour du Sabbat), parce que nous fumions, des rabbins à papillottes nous ont jeté des pierres. Une autre fois, nous avons bavardé avec un cirque de bottes unijambistes. Il nous a raconté sa triste histoire.

En Israël, blessés et mutilés de guerre sont simplement abandonnés à la charité publique. On leur paye quinze jours de nourriture et de logement (à l'hôtel), ensuite il leur faut se débrouiller. Ceux qui ne trouvent pas de travail convenant à leur état sanitaire ont encore la ressource de se faire bandits de grands chemins. C'est pourquoi la nuit les rues ne sont pas très sûres. Les emplois de bureau, les places de magasiniers et autres, convenant à des hommes physiquement diminués, ne s'obtiennent qu'à la relation. Dans les bureaux de placement, votre tour arrive selon l'ordre alphabétique. Si vous vous appelez Cohen, il vous faudra attendre

la lettre, c'est-à-dire un ou deux mois. Et on vous dira invariablement : rien. Ou alors, le bâtiment. Mais allez donc grimper à une échelle avec votre béquille !

Notre cirque de bottes qui s'appelle Ben Sussan est juif arabe. Il s'est vaillamment battu contre les Arabes musulmans et a laissé une jambe du côté de Bethléem. Chaque matin, il partait à la recherche d'un emploi, il allait partout, ne négligeait pas la plus infime possibilité. Mais dans un pays neuf et vigoureux, que voulez-vous que l'on fasse d'un mutilé ? Surtout un mutilé arabe (un « bicot », en voilà une affaire !). De plus, Ben Sussan était encombrant, il immobilisait une chambre qui aurait parfaitement convenu à quelque sympathique (et suffisamment riche) famille d'émigrants. Il était donc nécessaire d'intervenir (officieusement). Un fonctionnaire zélé et parfaitement averti de ses intérêts l'a-t-il compris ? C'est probable. Car un soir, notre malheureux unijambiste trouva ses hardes dans la rue et sa chambre occupée par trois personnes qui lui firent un discours en jiddisch, langue qui lui était tout à fait hermétique.

Ben Sussan a été se plaindre à l'office du logement. Le préposé a levé les bras au ciel, il n'y pouvait rien. Alors, il a été à l'office des blessés de guerre, ailleurs encore, dans d'autres organisations, de bureau en bureau, il a traîné sa béquille, exigé que justice lui soit rendue. Mais partout on levait les bras au ciel, personne n'était responsable de son éviction. Pourtant, car on ne pouvait décemment le laisser coucher dehors, un camp l'avait pris en charge. Il avait une tente, une pailasse et des poux. Plus tard, on le transféra dans un autre camp, puis encore dans un autre. On ne savait que faire de cet unijambiste de malheur, dont la présence violait le règlement. Car il est dit que tout blessé et mutilé de guerre réformé doit être logé aux frais de l'Etat pendant quinze jours. Heureusement, ces quinze jours vinrent à expiration et notre héros se trouva définitivement dans la rue. Il était clochar.

Depuis, il a organisé sa vie. Une cave lui sert de logement et un attirail de cirque lui assure de quoi ne pas mourir de faim.

## LA PRISON

Si invraisemblable que cela paraisse, j'ai été condamné à trois mois de prison, sous prétexte « d'esprit subversif » pour avoir autorisé un prisonnier arabe à prendre une douche. Mais voici les faits :

J'avais la garde d'une équipe de 7. C'était affecté au nettoyage d'un baraquement dans lequel se trouvait une installation de douches. La chaleur intolérable nous exténua, car ce baraquement était situé en plein soleil. La douche tentait les hommes. L'un d'eux, un Maronite (Libanais chrétien) me demanda l'autorisation de s'en servir. Il se déshabilla et au moment où il reçoit le premier jet rafraîchissant, le capi-

taine, un Polonais parlant français, surgit. Il demanda des explications, il cria, gesticula, rudoya le prisonnier et me lança :

— Votre compte est bon.

Deux heures plus tard, je suis conduit dans un baraquement de police et, au bout de huit jours « d'instruction juridique » et d'un procès-éclair, condamné à trois mois de prison. De vraie prison bâtie en « dur » par les Anglais et exploitée à 100 % par les Israéliens. L'histoire stupide devenait odieuse.

Le matin, à six heures, le réveil sonnait, nettoyage de la cellule, douche, déjeuner. Ensuite, de 7 h. 30 à 12 heures, exercice. En plein soleil. Avec un fusil de bois dont la grosse tête alourdie par un morceau de plomb. De plus, dans nos cartouchières, des lingots de fer. Chaque heure, cinq minutes de repos. Rien à boire. Nous faisions la pelote, courir, marcher en rond, ramper. Le « sous-off » s'ingéniait à nous infliger le maximum de souffrances : nous trainer sur le dos, par exemple, en poussant avec les jambes, la face en plein soleil qui chauffait à plus de 50°. Tout cela pendant quatre heures et demie. De 14 à 16 heures, on nous faisait de la théorie sur le « manuel du parfait soldat », ensuite la pelote recommençait jusqu'à 18 heures. Le jour du Sabbat était consacré au repos.

Je ne sais comment j'ai pu résister à de tels sévices. Plusieurs fois, je me suis plaint au docteur. Mais celui-ci était garde-chiourme d'abord, médecin ensuite. Il m'insultait. Si j'avais laissé ma peau dans la prison de Sarafand, le tableau aurait été complet. Les parents assassinés par les hitlériens, les fils par les Israéliens.

Mon autorisation de rapatriement est arrivée alors que je n'avais pas terminé ma peine. Il me restait quinze jours à faire. Je n'étais plus que l'ombre de moi-même.

Sur le pont du bateau, dans la cohue du départ, j'ai retrouvé Gilbert. J'ai dû lui rappeler qui j'étais. Il ne m'avait pas reconnu.

Quatre heures du matin, nous avons levé l'ancre. J'ai pleuré de joie. Nous étions le 1<sup>er</sup> juillet 1949. J'étais resté treize mois et quinze jours en Israël.

Voir *Le Libertaire*, n°s 353, 354, 355, 356 et 358. FIN.

## AUX ÉDITIONS DU LIBERTAIRE

## MANIFESTE DU COMMUNISME LIBERTAIRE

PROBLÈMES ESSENTIELS par Georges FONTENIS

Il y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhaitaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme authentique, une planquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

C'est donc à la demande de nombreux militants et de la plupart des groupes que le *Libertaire* avait demandé au camarade Fontenis de reprendre sous une forme ramassée mais suffisamment précise l'examen des questions qui sont le plus souvent posées par ceux qui s'intéressent à notre lutte. Et ce fut cette série de « Problèmes Essentiels » que le *Libertaire* publia ces mois derniers. Aujourd'hui, les Editions du *Libertaire* éditent cet ensemble d'articles en brochure. Certains passages ont été revus, corrigés, amplifiés, compte tenu des remarques et critiques qu'avait susci-

tées la parution des Problèmes Essentiels dans notre journal.

Il ne s'agit point d'une nouvelle théorie, d'une création artificielle : Fontenis a repris, résumé ou développé les parties les plus importantes, les plus positives de l'anarchisme, doctrine sociale.

A travers cette brochure, on retrouvera donc, systématiquement, l'essentiel de la pensée de Bakounine, celle des « Statuts de l'Alliance », en particulier, des positions reprises de la Plateforme de Makho aussi bien que du Pacte d'Alliance et du Programme de l'Union Anarchiste Italienne de 1920 dans lequel on retrouve tout

Malatesta et les positions permanentes du mouvement communiste anarchiste français.

Au moment où toutes les « solutions » capitalistes et étatiques avouent leur banqueroute, au moment où des militants révolutionnaires de plus en plus nombreux se détachent du « communisme » autoritaire ou du « socialisme » réformiste, cette brochure doit être une arme précieuse dans les mains des militants, un texte auquel à chaque instant militants et sympathisants pourront se reporter et qui pourra les orienter dans des lectures plus touffues ou plus arides.

En lui donnant ce titre de « Manifeste », la Commission d'Édition a voulu lui donner un caractère combatif, un caractère d'affirmation en face de tous les pseudo-communismes.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes.

La Commission d'Éditions.

### Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

### MANIFESTE du COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.  
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy,  
C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours.  
Les prix indiqués sont compris franco

### THEORIE ET DOCUMENTS

Histoire du Mouvement anarchiste.	J. Maitron .....	1370
La Révolution inconnue.	Voline .....	520
Histoire de la Commune.	Lissagaray .....	645
Révolution sociale ou Dictature militaire.	Bakounine .....	245
Dieu et l'Etat.	— .....	455
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire.	Hepner .....	645
La Philosophie de l'Histoire.	Rappoport .....	245
Guerre des Etats et guerre des classes.	Berth .....	295
L'interprétation économique de l'Histoire.	Sellman .....	245
La tragédie du Marxisme.	Gollinet .....	420

Histoire des Bourses du Travail.	Pelloutier .....	345
Du Capital aux réflexions sur la violence.	Berth .....	245
La Révolution russe en Ukraine.	Makho .....	270
Principes fédératifs.	Proudhon .....	230
Philosophie du Progrès.	— .....	625
150 ans de Pensée socialiste.	Louis .....	330
La Commune de Marseille.	A. Olivetti .....	345
La Commune de Cronstadt.	E. Mott .....	415
Le Socialisme romantique.	Owen .....	345
Hommes et choses de la Commune.	Dommanget .....	245
La Révolution en Dauphiné.	Mollmeret .....	495
Le Syndicalisme français.	Rennes .....	245
Sylvain Maréchal.	Dommanget .....	645
Le Marxisme après Marx.	Bertracha .....	345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.).	Dolléans .....	970
L'Inde devant l'orage.	T. Mende .....	445
Le Mysticisme social.	Saint-Simon .....	465
L'indispensable Révolution.	G. Leval .....	430
L'Affaire Toulav.	V. Serge .....	525
Destin d'une Révolution.	— .....	390
S'il est minuit dans le siècle.	— .....	390
Mémoires d'un Révolutionnaire.	Dolléans .....	645
La Chine.	J.-J. Brieux .....	815
Histoire de la Révolution russe (2 tomes).	Trotsky (1 <sup>er</sup> t.) .....	820
Staline.	Trotsky (2 <sup>e</sup> t.) .....	1420
—	Trotsky .....	820

La Révolution trahie.	Trotsky .....	435
Qui succèdera au Capitalisme.	Tomori .....	50
Le Communisme.	Leval .....	60
Partir de l'homme.	Mac Donald .....	480
Le Manifeste communiste.	Marx .....	345
Misère de la Philosophie.	— .....	345
Correspondances.	Marx-Engels .....	360
Le III <sup>e</sup> Reich.	Delucos .....	875
Jacques Roux, le curé rouge.	Dommanget .....	445
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919).	Devillers .....	670
La Vie héroïque de R. Luxembourg.	P. Mus .....	945
La Révolution russe.	D. Guérin .....	645
Marxisme contre Dictature.	— .....	735
Vi et mort des Corporations.	J. Danos .....	580
L'U.R.S.S. concentrationnaire.	Luxembourg .....	405
L'Eglise et la Laïcité.	— .....	95
La Condition ouvrière.	Prudhommeaux .....	165
Histoire des Démocraties populaires.	B. Fouchère .....	50
L'Amérique Latine entre en scène.	Luxembourg .....	50

La Connaissance paranormale.	Laurent-Bendit .....	240
Une Expérience d'éducation nouvelle.	A. Jouenne .....	105
Culture prolétarienne.	M. Martinet .....	230
Technique de l'imprimerie à l'école.	C. Freinet .....	35
Le Maître camarade et la Pédagogie libertaire.	Schmid .....	525
L'Education nouvelle.	Cousinet .....	590
Page des Parents.	C. Freinet .....	35
La Coopération à l'Ecole moderne.	— .....	35
Pour le sauvetage des Enfants de France.	— .....	35
La Technique Freinet.	— .....	35
Caravanes d'enfants.	— .....	35
L'Education nouvelle.	— .....	35
Conseils aux Parents.	— .....	35
L'Ecole moderne française.	— .....	35
Naissance d'une Pédagogie populaire.	E. Freinet .....	445
La santé de l'Enfant.	— .....	160
Ecoles de villes.	Marie Cassy .....	30
Bilan d'une Expérience.	J. Montborgne .....	35
Théoriciens et pionniers de l'Ecole nouvelle.	— .....	35
L'Education Decroix.	J. Husson .....	35
Bakulé.	— .....	35

# INCOHÉRENCE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE SALAIRES

La politique des salaires du gouvernement est pour le moins incohérente. Dans les secteurs nationalisés elle atteint son comble. Prenons pour exemple la S.N.C.F., la Régie Renault et l'Electricité de France.

Il y a quelques semaines de cela, le ministre des Travaux Publics offrait à une délégation F.O.-C.G.G. (Fédération des Cadres) un crédit de 5 milliards à répartir entre les cheminots sous forme de part de productivité. Cette augmentation aurait lieu à partir du 1<sup>er</sup> juin et serait rendue possible grâce aux recettes provenant de la récente augmentation des tarifs.

En même temps, pour la Régie Renault, le gouvernement donnait des instructions à la Direction qui refusaient toute augmentation des salaires afin de ne pas augmenter le prix de la 4 CV.

Deux poids deux mesures. Dans le but sans doute de diviser les travailleurs !

Mais ce n'est pas tout. L'Electricité de France qui s'était engagée à accorder, en deux fois, une augmentation à son personnel d'après un protocole du 24 mars 1951, ne peut remplir ses engagements parce que le ministre de l'Industrie et de l'Energie a suspendu par décret l'application du protocole en question le 18 février dernier. La deuxième augmentation prévue, ou plutôt le deuxième palier d'augmentation, devait être applicable le 1<sup>er</sup> mars !

En résumé, un petit quelque chose pour les cheminots, rien pour Renault et une demi-part pour l'E.D.F. !

Quant aux travailleurs de l'industrie privée triple ceinture !

L'Etat-patron on le voit est plutôt chien avec les travailleurs mais quand il s'agit de permettre aux trafiquants de piastres de se sucer, alors le gouvernement ne lésine pas. Les détournements de centaines de milliards sont, sinon permis, pour le moins, tolérés. Point de C.R.S. pour surveiller les voyages des hauts fonctionnaires, des grands militaires et des grands commerçants et des grands escrocs sur la ligne Saïgon-Paris-Hong-Kong.

LIB.

## La lutte de classes s'amplifie

### LA GRÈVE DE LA MARINE MARCHANDE BLOQUE TOUS LES PORTS

Les marins de la flotte marchande sont en grève. Les officiers ont déclenché le mouvement pour la semaine de quarante heures et les cent jours de congé payé. Les armateurs refusent d'accéder aux desiderata des marins, arguant comme toujours que les affaires vont mal et que la grève déclenchée à l'ouverture de la saison touristique va porter un coup mortel « au prestige du pavillon français ».

De partout, c'est toujours la même romance tricolore. Le patronat a toujours la tripe patriotique et arbore le sentiment national devant les conditions d'amélioration de vie réclamées par les travailleurs.

Les marins aussi, ont suivi le mouvement et réclament une diminution des heures de travail et une augmentation de salaires. Des pourparlers sont en cours entre les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. et les armateurs. Ces derniers sont intransigeants, aidés comme toujours par la Centrale jaune F.O. qui « regrette que la grève ait été déclenchée alors que les possibilités de négociations n'avaient pas été épuisées ».

Les travailleurs des autres industries jugeront comme il se doit ces traités. La Centrale pro-américaine a même déclaré « qu'elle se désolidarise de la grève qui est préjudiciable aux intérêts du pays », n'ayant même pas le courage d'affirmer du capitalisme.

Que voulez-vous, pour F.O., la condition ouvrière est excellente en France. Les bonzes F.O. adorent s'essuyer les pieds sur les tapis des antichambres ministérielles. Ils aiment se pavaner près de la personnalité nuilante mais pourrie d'un ministre quelconque.

Nous espérons fermement que les marins ne céderont pas un pouce de leurs revendications et que même ils accentueront celles-ci vers un écrasement de la hiérarchie des salaires (vue d'en haut).

Nous apprenons que les marins ont refusé de répondre à l'ordre de réquisition du gouvernement.

Bravo les marins !

Yves LE TARDEC,  
(Correspondant.)

### LA GRÈVE MÉTRO-BUS

La grève d'avertissement décidée lundi soir par le syndicat C.G.T. pour le lendemain, a été suivie par les travailleurs de surface à 95 % et par 70 % des travailleurs du métro.

Depuis 1951, la direction de la R.A.T.P. promet aux ouvriers de se pencher sur les revendications de salaire qui sont : Etude d'une grille de salaires basée sur la comparaison des ouvriers qualifiés de la préfecture de la Seine et versement d'un acompte mensuel de 4.000 fr. à valoir sur ce nouveau système.

Lassés d'attendre, les ouvriers décident de passer à l'action, ce qu'ils tirent dans l'enthousiasme et en grande majorité.

Il nous faut encore signaler l'attitude de F.O. et du Syndicat autonome traction qui ont invité leurs adhérents à travailler.

Qui prendrait M. René Mayer pour un imbécile ? Peu de monde, certes. Tout de suite, si vous émettiez cette idée à l'homme de la rue, il vous raillerait vertement. Que ne ferait-il étaler du passé du chef du gouvernement. Même si politiquement, il était en désaccord, il vous fournirait des renseignements et vous démontrerait par A + B la solution qui vaut à considérer M. R. Mayer comme instruit.

On le dit financier très averti, issu des Hautes Ecoles du droit, des Sciences Politiques, c'est beau-coup et c'est peu. A l'instar, de ces prédécesseurs, il n'innove pas. Les caisses de l'Etat sont à sec. Ce

n'est pas d'aujourd'hui, de tout temps et périodiquement la presse nous en fait part.

Quelles sont les idées générales de R. Mayer pour, si l'on peut dire, redresser la situation. Il en a très peu, c'est-à-dire une seule, la hausse, avec un grand H.

Hausses envisagées sur les produits monopolisés et, en particulier, sur la S.N.C.F. pour cette dernière de l'ordre de 20 %.

La S.N.C.F. est en déficit d'une trentaine de milliards chaque année. Afin de combler celui-ci, on va augmenter les tarifs voyageurs et marchandises.

Chacun pourra constater la simplicité du projet, mais, comme dit l'autre, il fallait y penser.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on recourt à cette solution. En vous donnant très brièvement la montée des tarifs ferroviaires (km en 3<sup>e</sup> classe) depuis 1938, vous constaterez que cela n'a pas apporté de solution efficace et que la S.N.C.F. est toujours en faillite.

Une société qui aurait un découvert de 30 milliards serait déclarée en banqueroute, mais ici, c'est l'Etat omnipotent, qui a un recours, la pompe à phynances, le contribuable.

Voici le barème des hausses S.N.C.F. depuis 1938.

Le prix s'entend au km 3<sup>e</sup> classe.

1938 = 0 fr. 32 1948 = 3 fr.

1945 = 0 fr. 90 1950 = 4 fr.

1946 = 1 fr. 50 1952 = 5 fr.

1947 = 1 fr. 80 1953 = 6 fr.

Pour faire passer la pilule, plutôt amère, en cette période de remous sociaux, M. Mayer promet monts et merveilles, les « Compagnies » ne subissent pas la hausse des tarifs. Nous ne croyons nullement aux promesses d'un flibustier, pas plus d'ailleurs que l'ensemble de la classe ouvrière qui est de plus en plus désintéressée des somnifères gouvernementaux.

Il suffit d'abord d'interroger quelques cheminots et ils nous renseigneront bien mieux que d'aller trouver les hauts protégés de l'Etat qui siègent à la S.N.C.F.

Il y a un scandale permanent à la S.N.C.F. dont sont victimes les vrais travailleurs du Rail, c'est-à-dire ceux en bas de l'échelle hiérarchique. Une multitude de chefs se pavane dans les services exploitation, traction, voies et bâtiments. On peut facilement en supprimer les 3/4. Alors, si nous allons dans les bureaux, là c'est le bouquet, la volière est archipleine.

Sous-chefs, chefs de cet, de cela, ça pullule. Et puis combien de travail inutile est demandé au personnel de la base, c'est à ne pas croire, toute la paperasserie. Il est bon de savoir que la S.N.C.F. a recours à une quantité incroyable de sociétés privées pour des services que nul ne pourrait s'imaginer tant cela paraît insensé.

Le moindre démenagement est l'œuvre d'une société privée. Il en est de même du balayage des grandes gares, du lavage des wagons, des réfections, de peinture, des travaux de voiries (pose des voies), du transport des bagages, de la maintenance dans les gares importantes de marchandises, etc. Toutes ces sociétés perçoivent environ 200 à 300 % sur la valeur du travail fourni. Il ne faut pas croire pour cela que le personnel de ces sociétés est largement rétribué, bien au contraire, l'ensemble a un salaire de famine.

Faire des économies, combler le déficit de la S.N.C.F. cela est facile, sans diminuer le personnel de la base, mais empêcher la prolifération des services inutiles. Disons que nul ne pourrait s'imaginer tant cela paraît insensé.

Il est indispensable — et certainement ce sera fait aussi — que le C.C.N. affirme la pensée confédérale sur le problème de l'arbitrage obligatoire, très controversable et, disons-le, très controversé et qu'aucun de nos Congrès nationaux ne s'est encore donné le temps d'examiner.

Une mesure qui enlèverait tout raison d'être au mouvement ouvrier, est simplement « controversable ». Une organisation syndicale digne de ce nom la renousserait en bloc. Mais lorsqu'on a perdu toute influence parmi les travailleurs, on n'a plus qu'à abandonner leur sort entre les mains de l'Etat. C'est ce que l'on doit penser à F. O. et chez les « Indépendants ».

A. FLAMAND.

(1) Voir « Lib » n° 223 du 7-4-50.

## SNCASO

A S.N.C.A.S.O. (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Ouest) vient de sortir deux prototypes, appelés respectivement « Le Trident » et « Le Vautour », le premier, avion de chasse, le second, avion de bombardement. Tout un programme pour de futures et sinistres réjouissances.

Ces deux prototypes (?) coûtent fort cher. La bagatelle de quelques dizaines de milliards. Et, suivant les essais concluants — ce qui n'est nullement certain — on les construira en série.

La Direction de la S.N.C.A.S.O., dont M. Glasser est le directeur-président, n'attend pas les louanges ou les critiques des spécialistes aéronautiques, pour accentuer une publicité un peu trop tapageuse. On entend dans les bureaux directoriaux ou sous-directo-

riaux des « FORMIDABLE » à longueur de journée.

Cela fait partie certainement du plan de la guerre froide, car, pour le personnel, le nouveau « Trident » et le nouveau « Vautour », ce sont tout simplement une amélioration d'avions anciens, avec quelques retouches et à part certains détails bien secondaires.

Voici la nature des avions construits par la S.N.C.A.S.O. présentement :

Le S.O. 6.000 « Triton », avion d'entraînement à réaction ;

Le S.O. 6.020 « Espadon », chasseur à réaction ;

Le S.O. M. 2, bombardier à réaction ;

Le S.O. 6.021 « Espadon », amélioré ;

Le S.O. 30 P, avion de transport à faible rayon d'action ;

Le S.O. 6.025 « Espadon », avec siège éjectable ;

Le S.O. 95 « Corse II », avion de transport à faible rayon d'action ;

Le S.O. 7.000 « Déauville », avion de tourisme ;

Le S.O. Ariel hélicoptère à réaction ;

Le S.O. 4.000, bombardier à réaction.

Puis les « nouveaux » « Trident » et « Vautour », copies plus ou moins bonnes des modèles déjà existants. Mais l'Etat et ses hauts fonctionnaires n'allaient pas avouer la vérité. Il y a de l'argent à dépenser, tant pis pour les contribuables. L'Etat a des nourrissons aux émoulements très élevés, n'est-ce pas Monsieur Glasser ? Si l'on en croit les mauvaises langues de l'usine, ne dit-on pas que votre royal salaire est supérieur à 15 fois le minimum vital

octroyé par votre patron aux « moins-que-rien » dont nous sommes ?

Pourrait-on savoir pourquoi la S.N.C.A.S.O. a presque abandonné la construction d'avions de transport, qui sont plus rentables et moins coûteux que les avions de guerre ?

Peut-être leur trouve-t-on moins d'utilité ? Ou bien, la part du budget dont bénéficie la S.N.C.A.S.O., ainsi que ses concurrens, est sacrifiée au gré et au désir d'un directeur maniaque, ou améliorait très substantiellement la fortune personnelle des technocrates de la S.N.C.A.S.O. ?

Le saura-t-on jamais ?

REGOR (Correspondant).

Le Gérant René LUSINE

Impr. centrale du CRUSSAN

19, rue du Croissant Paris-2

P. RICHON, imprimeur.

## AMI LECTEUR

Achetez toujours le « LIB » chez le même marchand

## Remous chez les « jaunes »

d'une nouvelle agitation sociale. Ecoutez Fernand Montardier (Travail et Liberté) :

L'agitation qui règne actuellement dans de nombreuses entreprises et qui grandit chaque jour, n'est pas, comme certains voudraient nous le faire croire, le seul fait d'une propagande politique, intéressée surtout à freiner notre production nationale. Elle est la traduction dans les faits du mécontentement profond des travailleurs dont les conditions d'existence deviennent chaque jour plus difficiles.

Jamais Travail et Liberté n'avait osé seulement insinuer que tout mouvement de grève était provoqué par les agents de Staline en France, n'est-ce pas Montardier ? Pas même ce communiqué du Bureau Confédéral, publié dans le même numéro et où nous lisons :

Il stigmatise l'attitude d'un patronat qui se refuse à toute reprise des discussions sur les conventions collectives et les accords de salaires, et favorise ainsi le travail des agitateurs professionnels dans les diverses branches de l'économie française.

Le trouble commence à gagner tous ces bons apôtres qui constatent que les « jaunes » n'ont jamais en la sympathie des travailleurs. Ces derniers commencent à s'agiter et pourraient fort bien passer à l'action. Aussi, dans le même communiqué, le Bureau Confédéral des « Indépendants » s'apprête à leur passer un carcan :

Il insiste à nouveau auprès des Pouvoirs publics pour que soit rapidement mise sur pied une procédure d'arbitrage obligatoire qui permettrait d'imposer à un patronat incompétent l'ouverture des pourparlers sur de nouveaux accords de salaires.

L'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire la fin de toute action syndicale, le sort des travailleurs étant remis entre les mains des magistrats arbitres. C'est bien ce qu'en attend Montardier qui termine ainsi son article :

C'est le seul moyen d'éviter une bagarre sociale qui causerait le plus grave préjudice à l'économie française.

P.S. — L'arbitrage obligatoire doit être à l'ordre du jour du prochain C.C.N. de « Force Ouvrière ». Voici ce

## A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

Dans Force Ouvrière André Lafond se révolte.

Analysant la situation économique et financière catastrophique il écrit :

Qui a créé le désordre et qui l'entretient ? Les conditions économiques et les gouvernements à leurs ordres qui, en fabriquant le chômage, en spéculant, en jouant l'inflation, provoquent la revendication, ou les travailleurs contraints de revendiquer ou de crever ?

Qui crée le désordre ? Les gouvernants, militaires et capitalistes, qui gaspillent les deniers publics en Indochine et outre-mer, ou les travailleurs qui paient les impôts ?

C'en est assez ! Sous prétexte du danger communiste qui n'est que la conséquence de l'égoïsme des possédants et de la duplicité des gouvernants, nous devons accepter de nous taire et de subir ?

Nous ne marchons pas !

Force Ouvrière n'aurait donc fait que subir et se taire ? L'aveu est facile. Mais Lafond nous semble bien enjugué envers la « grande Centrale libre », car elle n'a pas toujours montré la même passivité dans les conflits sociaux. Et les grèves que ces syndicalistes ont brisées ne se comptent plus. Lafond en tirait même une certaine fierté, entre autres lors d'un mouvement revendicatif dans les Transports publics. Notre camarade Picard avait alors très justement fêtré son attitude et la trahison des dirigeants F.O. (1). Aujourd'hui Lafond s'aperçoit que la « jaunisse » ne paie pas, même lorsqu'elle est dictée par l'anticommunisme. Mêmes préoccupations chez les « Indépendants », qu'inquiète la perspective

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE RENÉ - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) C.C.P. 8032-24

FRANCE-COLONIES  
1<sup>er</sup> AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1<sup>er</sup> AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

minution des 3/4 du personnel cadre inutile et dont l'incompétence est flagrante. Stabilisation du tarif des chemins de fer. Augmentation du salaire des cheminots. Suppression des voyages gratuits pour les sommités des grandes administrations, des députés et de tous les édiles.

Et puis, la grande purge nécessaire, du côté des marchés passés avec la S.N.C.F. Le service commercial n'est-il pas le centre où se dilapide les recettes de la S.N.C.F. dont le déficit n'est pas perdu pour tous ?

M. Mayer, nous ne comptons pas sur vous pour réaliser cette saine besogne. Elle ne peut être l'œuvre que des cheminots révolutionnaires, seuls capables de faire des chemins de fer un véritable service public pour le travail, pour la joie de tous.

R. JOULIN.

## Une action qui est le résultat de l'unité à la base

En Seine-et-Oise, la C.G.T., la Fédération Générale des Autonomes Fonctionnaires, la Fédération de l'Education Nationale (S.N.I.) ont décidé de lancer une campagne en faveur de la suppression des zones de salaires. Des tracts, des affiches, des manifestations, des grèves, doivent soutenir et rendre populaire cette action dans notre département.

Cette campagne, pour aboutir, doit rapidement s'étendre dans toute la France. Nos camarades seront une fois de plus à l'avant-garde. Il faut arracher rapidement la suppression des zones de salaires, c'est simple justice. Voici le texte d'un tract-pétition largement diffusé en Seine-et-Oise.

## POUR LA SUPPRESSION des ZONES de SALAIRES !

### Victimes des zones ! UNISSEZ-VOUS Contre ces zones !

Les 692 communes de Seine-et-Oise étant classées arbitrairement en quatre zones de salaires, le pouvoir d'achat de M. DUPONT-DURAND, Français moyen, quatre enfants, dépend essentiellement de son lieu de résidence et de travail !

1<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 191 communes de Seine-et-Oise classées en première zone, telles que VERSAILLES, MANTES, ARFAYON ou CHAPET (328 hab.) son salaire ou son indemnité de résidence de fonctionnaire, ses allocations familiales et de salaire unique, ne subissent aucun abattement. Il perçoit en outre une prime de transport de 800 francs par mois.

TANT MIEUX !

2<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 197 communes de Seine-et-Oise classées en deuxième zone, telles que RAMBOUILLET, ETAMPES, LUZARCHES ou FLEURY-MEROIS (200 hab.), l'abattement étant de 3/75 % et 5 % (allocations familiales),

Il perd chaque mois, sur son salaire ou sur l'indemnité de résidence environ 1.200 fr.

Il perd chaque mois, sur les allocations familiales et le salaire unique 1.125 fr.

Il perd aussi la prime de transport 800 fr.

Son pouvoir d'achat mensuel est donc réduit de 3.125 fr.

L'injustice est FLAGRANTE !

3<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 25 communes de Seine-et-Oise classées en troisième zone, telles que MONTFORT-L'AMAUROY, MARINES ou DOURDAN (3.600 hab.), l'abattement étant de 7,5 % et 10 % (allocations familiales),

Son pouvoir d'achat se trouve réduit de 5.840 fr.

L'injustice est ODEUSE !

4<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 279 communes de Seine-et-Oise classées en quatrième et dernière zone (la onzième en réalité), telles que LA FERTE-ALEAIS ou MILLY-LA-FORET (2.600 hab.), l'abattement étant de 13,5 % et 20 % (allocations familiales),

Son pouvoir d'achat mensuel se trouve réduit de plus de 10.000 fr.

L'injustice est INTOLÉRABLE !

Le coût de la vie est uniforme dans toutes les communes de Seine-et-Oise, qui se touchent et même s'interpénètrent ! Les salaires, indemnités, allocations, doivent être égaux.

Les habitants de Seine-et-Oise, répondant à l'appel de leurs différents syndicats, EXIGENT la disparition du système des zones, véritable monstruosité sociale qui brime particulièrement les familles nombreuses.

Les 18 milliards d'excédent des allocations familiales permettent la suppression des zones !

POUR SUPPRIMER LES ABATTEMENTS DE ZONES

Il faut modifier la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives ! Travailleurs, fonctionnaires, ouvriers agricoles, vieux travailleurs...

UNISSONS-NOUS, AGISSONS !

Organisons un vaste mouvement de protestation dans tout le département ! Formons nos comités pour la suppression des zones, rassemblant toute la population !

Signez, faites signer les pétitions ! Allez, en délégation auprès des élus municipaux, des parlementaires. Faites leur entendre votre volonté d'en finir avec le système des abattements de zones.

C'EST UNE MESURE URGENTE, SENSÉE, LOGIQUE ET EQUITABLE

L'Union des Syndicats C.G.T. de S.-et-O.

La Fédération générale des Autonomes fonctionnaires de S.-et-O.

La Fédération de l'Education Nationale de S.-et-O.